



ANALYSE 2019
20 décembre

Centre tricontinental

PHILIPPINES : LA GAUCHE SOCIALE ET POLITIQUE FACE AU « DUTERTISME »

Teresa S. Encarnacion Tadem

Élu à une forte majorité, Rodrigo Duterte a d'abord bénéficié d'une lune de miel avec la gauche philippine. Mais, assez vite, cette dernière s'est opposée à la politique gouvernementale, à la guerre contre la drogue et aux mesures économiques, dénoncées comme une stratégie anti-pauvres. Pour autant, Duterte demeure populaire, et les organisations de gauche se sont montrées incapables d'offrir une alternative.

Avec une avance de 6,62 millions de voix sur le deuxième candidat, soutenu par le gouvernement, la victoire de Rodrigo Duterte à l'élection présidentielle de 2016 fut un véritable raz-de-marée. Il fut élu grâce notamment à sa promesse de faire à l'échelle nationale, ce qu'il avait réalisé à Davao City, sur l'île de Mindanao, où il a été maire pendant 22 ans : éradiquer la drogue et la corruption. Alors que la croissance atteignait jusqu'à 7%, mais sans créer d'emplois, sa campagne électorale appelait à une croissance inclusive. Or, c'est à Mindanao, sur ce territoire le plus riche du pays que se situent les provinces les plus pauvres, dans la région autonome musulmane (ARMM).

Duterte y a bénéficié d'un solide appui parmi les habitants de l'île, riches et pauvres confondus, ainsi que ceux de la région des Visayas, qui parlent la même langue, le bisaya, qu'à Mindanao. Tous se sont retrouvés dans l'accusation portée par Duterte à l'encontre de la « Manille impériale », coupable de siphonner les fruits du développement de leurs régions.

Le mouvement majoritaire de la gauche philippine, le CPP-NPA-NDF, constitué du Parti communiste des Philippines (CPP), de son bras militaire, la Nouvelle armée du peuple (NPA), et de son bras politique, le Front démocratique national (NDF), avait des affinités avec le candidat Duterte. Étudiant dans les années 1960, il était devenu proche du fondateur du CPP, qui était alors son professeur. Lorsqu'il était maire, Duterte a aussi entretenu des liens avec des membres du CPP-NPA-NDF, ainsi qu'avec le fondateur du Front de libération nationale Moro (MNLF), ancien membre du *Kabataan Makabayan* (étudiants nationalistes), qui était la branche de la jeunesse du CPP, et avec le Front de libération islamique Moro (MILF). Comme procureur sous la loi martiale (1972-1986), Duterte aurait d'ailleurs fait preuve de compassion envers certains militants de gauche arrêtés. En fait, il se présente lui-même comme un « socialiste ». Pour autant, la relation de la gauche et de la société civile philippine avec Duterte, après une courte lune de miel, est devenue conflictuelle.

La lune de miel

La lune de miel a « officiellement » commencé avec la nomination au sein du cabinet de Duterte, de personnalités liées au CPP-NPA-NDF. Parmi les plus emblématiques, citons un dirigeant paysan nommé à la tête du Département de la réforme agraire, une professeure devenue ministre du Département du travail social et du développement, et l'ancienne secrétaire générale du mouvement des femmes, « Gabriela »¹, placée à la tête de la Commission nationale anti-pauvreté avec rang de

¹. Acronyme de General Assembly Binding Women for Reforms, Integrity, Equality, Leadership and Action. En 2004, le mouvement Gabriela s'est mué en parti politique, participant à la chambre des représentants au bloc Makabayan, apparenté au CPP-NPA-NDF.

ministre. Duterte a également nommé des proches conseillers issus de la gauche traditionnelle, dont le secrétaire du Cabinet et le chef de la National Irrigation Authority. La nomination d'une militante écologiste comme ministre de l'Environnement a également été saluée par le mouvement de gauche.

Parallèlement à ces nominations, Duterte a aussi nommé des responsables aux postes économiques, qui s'inscrivent dans la continuité d'un développement néolibéral, impliquant déréglementations et privatisations. Un magnat de l'industrie agroalimentaire de Mindanao a été désigné ministre des Finances, deux professeurs d'économie connus pour leur fervent soutien au paradigme néolibéral ont été nommés ministre du Budget et directeur de la National Economic Development Authority (NEDA). La composition « arc-en-ciel » du gouvernement, couvrant le spectre de la gauche à la droite, rendait les conflits inévitables.

Ces divergences se sont accentuées lorsque le chef du Département de la réforme agraire a appelé à un moratoire de deux ans sur les réaffectations de terres, mesure approuvée par le président Duterte. Le directeur de la NEDA s'y est fermement opposé, estimant qu'une telle politique ne serait pas avantageuse pour les investisseurs étrangers et le secteur immobilier. Position soutenue par le monde des affaires. La ministre de l'Environnement, quant à elle, a préconisé l'arrêt des activités minières, à l'encontre des intérêts des grandes sociétés d'extraction, soutenues par l'équipe économique de Duterte. Ces projets n'ont pas obtenu l'approbation du Congrès, dominé par les propriétaires et les grandes entreprises. Entre 2017 et 2018, les représentants de l'aile gauche ont quitté le gouvernement, entraînant la fin des pourparlers de paix entamés entre le CPP-NPA-NDF et le gouvernement Duterte.

La politique anti-pauvre

La polarisation s'est encore accentuée avec ce qui a été perçu, par la gauche, comme une politique contre les pauvres ; politique qui se manifestait surtout dans la guerre antidrogue menée par le président, et dont les victimes provenaient principalement des classes inférieures. Cette accusation est apparue au grand jour lorsque les procureurs ont classé une affaire portant sur des trafiquants de drogues de premier plan. Cette décision du ministère de la Justice, alors dirigé par un collaborateur de confiance du président Duterte, « a suscité la critique et l'indignation, ainsi que l'accusation selon laquelle, dans la guerre contre la drogue, le gouvernement ciblait uniquement les petits trafiquants et épargnait les gros poissons » (Salaverria, 2018).

Officiellement, en janvier 2019, un total de 5104 « trafiquants » avaient été tués, mais des organes de presse et des groupes de défense des droits humains affirmaient que le bilan était de plus de 12000 morts. La guerre contre la drogue menée par le gouvernement a suscité la réprobation non seulement à l'échelle nationale, mais également au niveau international. En août 2017, Agnès Callamard, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions sommaires, s'est affrontée au président Duterte, lui demandant de mettre fin à cette guerre (Thomson Reuters Fondation, 2018).

Sur le plan économique, Duterte a renié sa promesse électorale de mettre un terme à l'« *endo* », un système de contractualisation. Cette pratique consiste à « *embaucher des travailleurs pour une période de cinq mois, afin de contourner les lois sur le travail qui leur octroyaient des avantages et une sécurité d'emploi* » (Sauler, 2016). Le 27 juillet 2019, le président a opposé son veto au projet de loi sur la sécurité d'emploi, alléguant que « *la définition élargie de l'embauche sous contrat de la main-d'œuvre menace l'équilibre et placera le capital dans une situation extrêmement difficile avec, à long terme, des conséquences néfastes pour les travailleurs philippins* » (Aurelio, 2019). Ce veto, appuyé par l'équipe économique de Duterte, et qui faisait suite aux interventions répétées du monde des affaires, a été condamné par les syndicats, de gauche comme de droite. Comme l'a souligné Arlene Brosas, députée du groupe Gabriela, « *Duterte a préféré les grandes entreprises aux travailleurs, voire à lui-même* » (Aurelio, 2019).

Son veto sur la sécurité d'emploi est intervenu dans la foulée de la mise en œuvre de la réforme fiscale et d'autres mesures. Celles-ci ont été dénoncées par les organisations de gauche comme une politique dirigée contre les pauvres. Elles ont entraîné une augmentation du prix des produits de base et de l'inflation, cette dernière atteignant en 2018 le taux le plus élevé de ces dix dernières années (de Vera, 2019). Or, ce taux d'inflation, qui a touché essentiellement les plus pauvres, survient alors que le pays jouit d'un taux de croissance (entre 7 et 8%) le plus élevé depuis près de cinq décennies (Ordinario,

2018). Comme l'a observé un député d'Akbayan², alors que cette croissance « *stimule le marché, le gouvernement ne s'est pas attaqué aux inégalités, au chômage, au manque de moyens de subsistance et à la hausse de l'inflation, qui frappe les plus les pauvres* » (Yap, 2018).

En ce qui concerne les agriculteurs, leur situation s'est aggravée suite à la promulgation de la loi sur la tarification du riz, en février 2019. Celle-ci, « *libérant l'importation, l'exportation et le commerce du riz, et levant à cette fin la restriction quantitative à l'importation de riz* », modifie la loi de 1996, qui imposait un droit de douane sur les importations de produits agricoles (Tobias, 2019). L'impact immédiat s'est concrétisé par la fermeture de 4000 moulins à riz dans tout le pays, ce qui a poussé 200000 agriculteurs à abandonner leurs exploitations cinq mois seulement après l'adoption de la mesure (Ocampo et Ramos, 2019).

Certaines décisions du gouvernement Duterte ont néanmoins été soutenues par les organisations de gauche. Tel est le cas du décret exécutif n°1, relatif à l'accès à l'information, signé dans les premières semaines de l'accession de Duterte au pouvoir. Ce décret a ensuite été remplacé, après son adoption par le Congrès, par la loi sur l'accès à l'information, qui « *vise à imposer la divulgation de documents publics* » et établit « *les procédures d'accès* » à ceux-ci (GOVPH, 2016). Autre mesure populaire soutenue par la gauche sociale : la loi universelle sur les soins de santé. Celle-ci, promulguée en février 2019, institue des soins de santé pour tous les Philippins, impose des réformes au système et prévoit l'affectation de fonds nécessaires.

Le défi pour le mouvement de gauche

Ces mesures politiques n'ont pas pour autant atténué les critiques à l'égard du gouvernement Duterte. À l'occasion du discours présidentiel sur l'état de la nation en juin 2019, l'ensemble des mouvements de gauche ont constitué un rassemblement unitaire avec d'autres organisations libérales, des personnalités de l'Église et leurs partisans, ainsi qu'avec des opposants politiques, pour dénoncer les violations des droits humains perpétrées par le gouvernement, au premier rang desquelles la guerre contre la drogue et les politiques économiques contre les pauvres.

Néanmoins, la popularité du président reste très élevée. Dans un récent sondage réalisé en 2019 par l'Observatoire du climat social, Duterte a obtenu un score de satisfaction de 68% pour son action en tant que chef de l'Exécutif, battant ainsi son précédent record de 66%, enregistré en 2018 et en 2017 (Ranada, 2019). Le sondage a été réalisé moins d'un mois après les mauvais résultats – 41% des voix – de la gauche aux élections nationales de mai 2019. Cet échec est notamment attribué à sa campagne électorale. « *Les thèmes soulevés par les partis de gauche étaient essentiellement de nature démocratique, libérale et bourgeoise : des services publics abordables, la régularisation du travail, les droits humains individuels, un système de justice impartial. Bien qu'il s'agisse là de réformes souhaitables, ce sont des préoccupations qui ne permettent pas à la gauche de se distinguer des démocrates libéraux et des sociaux-démocrates modérés* » (Tadem, 2019).

En outre, il fallait déplorer, une fois de plus, l'absence, dans ses plateformes électorales, du principal projet idéologique de la gauche : le « socialisme ». Pas non plus d'appels à une redistribution radicale des richesses, à une réforme agraire intégrale, à l'instauration d'un revenu de base inconditionnel, à l'octroi de subventions aux travailleurs urbains et ruraux, aux agriculteurs et aux pêcheurs, ni, enfin, à un plafonnement des bénéfices des entreprises, et à un contrôle des travailleurs et des paysans sur les moyens de production (Tadem, 2019). La gauche philippine n'a donc proposé aucune réelle alternative au programme électoral du président Duterte.

Dans un tel contexte, comme l'a souligné le juge de la Cour suprême, Marvic Leonen, cette absence d'alternative a amené ceux dont la voix n'a toujours pas été entendue ou a été étouffée à continuer à s'accrocher à un « faux messie » pour résoudre rapidement des problèmes majeurs, qui nécessitent « *de la patience, de la stratégie et des ressources participatives* » (Dizon, 2018). Au final, si les relations du mouvement de gauche philippin avec le président Duterte semblaient avoir pris un bon départ, elles n'étaient pas vouées à durer. En cause, la guerre contre la drogue, dont les victimes sont principalement issues des classes inférieures, et dans la mise en place de mesures économiques favorisant les intérêts des grandes entreprises, au détriment des ouvriers et des paysans. Cette situation a été aggravée par

². Akbayan se compose des trois principaux blocs politiques de gauche, soit les « démocrates populaires », dont une partie a quitté le CPP-NPA-NDF, les « socialistes démocrates » et le Mouvement pour la promotion de la pensée et de l'action socialistes.

l'incapacité de la gauche philippine à présenter une alternative réaliste au « dutertisme ».

Traduction de l'anglais : Maurice Hérion

Bibliographie

Aurelio J.M. (2019), « Jeers, cheers as Du30 breaks vow to end 'endo' », *Philippine Daily Inquirer*, 27 juillet.

de Vera, Ben O. (2019), « Inflation slows to 5.1% in December, but 2018 average of 5.2% hit 10-year high », *Inquirer Business*, 4 janvier.

Dizon N. (2018), « SC Justice Warns of Rise of 'False Messiahs' », *Philippine Daily Inquirer*, 15 février.

Gouvernement des Philippines - GOVPH (2016), *Freedom of Information Bill*, www.officialgazette.gov.ph.

Ordinario C.U. (2018), « DOF official: Inequality, not poverty, is root of discontent », *Business Mirror*, 15 mars.

Ocampo K. R. et Marlon R. (2019), « Probe sought as tariff law hurts rice farmers », *Philippine Daily Inquirer*, 3 août.

Ranada P. (2019), « At midterm mark, Duterte scores his highest satisfaction rating », *Rappler*, 8 juillet.

Tobias A.M. (2019), « The Philippine Rice Tarrification: Implications and Issues », 23 mai, www.ap.fftc.agnet.org.

Salaverria L.B. (2018), « Cabinet revamp? President set to fire underperformers », *Philippine Daily Inquirer*, 17 mars.

Sauler E. (2016), « Bello on end of 'endo': 16,000 workers regularized », *Philippine Daily Inquirer*, 21 octobre.

Tadem E.C. (2019), « The Philippine Left and the 2019 elections », *Rappler*, 2 août.

Thomson Reuters Foundation (2018), « Neo-liberalism kills, says UN critic of drug war in PH », *Philippine Daily Inquirer*, 20 octobre.

Yap DJ. (2018), « Wealth Didn't Trickle down to the poor, say DU30 Critics », *Philippine Daily Inquirer*, 27 novembre.

Teresa Tadem est professeure en sciences politiques au College of Social Sciences and Philosophy, University of the Philippines Diliman, et directrice exécutive du Center for Integrative and Development Studies.



Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon



